

## **Accord professionnel**

### **RÉGIME D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE DES SALARIÉS AGRICOLES NON CADRES DES ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS DE POLY-CULTURE ET D'ÉLEVAGE, DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET DE CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP ET DES CUMA (EURE)**

**(9 juillet 2009)**

■ *Journal officiel* du 23 décembre 2009

#### **Arrêté du 11 décembre 2009 portant extension d'un accord départemental instaurant un régime d'assurance complémentaire prévoyance au bénéfice des salariés agricoles non cadres des entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage, des exploitations maraîchères et de cultures légumières de plein champ et des CUMA de l'Eure**

NOR : AGRS0930279A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2265-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord départemental du 9 juillet 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire prévoyance au bénéfice des salariés agricoles non cadres des entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage, des exploitations maraîchères et de cultures légumières de plein champ et des CUMA de l'Eure ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 11 décembre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'accord départemental du 9 juillet 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire prévoyance au bénéfice des salariés agricoles non cadres des entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage, des exploitations maraîchères et de cultures légumières de plein champ et des CUMA de l'Eure sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, sous réserve à l'article 4 B a de l'application des dispositions de l'article D. 1226-1 du code du travail relatif à la mensualisation.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur adjoint des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
P. AUZARY

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/43, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.